

Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement Hydraulique de la Vallée de l'Yvette

12, Avenue Salvador Allende
91160 SAULX-LES-CHARTREUX

CONVENTION DE MANDAT DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION D'UN RESEAU DE COLLECTE DES EAUX USEES – HAMEAU DE CERNAY A CERNAY LA VILLE

Entre le mandataire,

La commune de Cernay-la-Ville, représenté par son Maire, Claire CHERET, habilitée par délibération n° XXX du Conseil municipal en date du XXX, dont l'Hôtel de Ville est situé 2, rue de l'Eglise à Cernay-la-Ville (78720),

Et le mandant,

Le SIAHVY (Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement Hydraulique de la Vallée de l'Yvette), représenté par son Président, Michel BARRET, habilité par délibération n° CS-2025-34 du Conseil syndical en date du 9 octobre 2025, dont le siège est situé au 12, avenue Salvador Allende, à Saulx-les-Chartreux (91160),

Est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention s'applique dans le cadre des travaux de réhabilitation du réseau de collecte des eaux usées implanté dans la résidence du hameau de Cernay à Cernay-la-Ville, prévus par la commune en 2025.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'exécution et le financement des travaux suivants :

- Dépose de 56 ml de canalisation existante des eaux usées en amiante ciment de Ø200,
- Comblement de 30 ml de canalisation existante des eaux usées en amiante ciment de Ø200,
- Pose de 56 ml de canalisation des eaux usées en polypropylène de Ø200,
- Dépose de 3 regards existants en béton de Ø1000,
- Pose de 3 regards neufs en béton de Ø1000.

Pour cela, les différents acteurs, précédemment mentionnés, décident de conclure une convention de mandat de co-maitrise d'ouvrage dont les modalités de fonctionnement sont fixées par la présente convention, conformément aux dispositions de l'article L.2422-12 du Code de la Commande publique.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles seront réalisées, par le mandataire, la mise en œuvre de l'opération décrite ci-dessus.

ARTICLE 2 – PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE – DÉLAIS

3.1 Enveloppe financière

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est de 75 000 € HT.

L'annexe n°1 à la présente convention précise l'enveloppe financière de l'opération, qui sera réévaluée aux conditions réelles d'exécution des travaux.

Le mandataire s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ainsi définis qu'il accepte. Dans le cas où, au cours de la mission, le mandant estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle, un avenant à la présente convention devra être conclu avant que le mandataire puisse mettre en œuvre ces modifications.

3.2. Délais.

La réalisation des travaux, objets de la présente convention, est prévue entre octobre et décembre 2025.

La date d'effet de la mise à disposition de l'ouvrage est déterminée dans les conditions fixées à l'article 9.

ARTICLE 3 – MODE DE FINANCEMENT

Le règlement des travaux se fera par un solde unique à la fin des travaux. Celui-ci comportera le relevé des travaux exécutés tels qu'ils résulteront des constats contradictoires.

ARTICLE 4 – PERSONNE HABILITÉE A ENGAGER LE MANDATAIRE

Pour l'exécution des missions confiées au mandataire, celui-ci sera représenté par Mme Claire CHERET, Maire de Cernay-la-Ville qui sera seule habilitée à engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Dans tous les actes et contrats passés par le mandataire, celui-ci devra systématiquement indiquer qu'il agit au nom et pour le compte du mandant.

ARTICLE 5 – CONTENU DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La mission du mandataire porte sur les éléments suivants :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les travaux seront réalisés,
2. Préparation du choix des prestataires d'étude ou d'assistance au maître d'ouvrage, - signature et gestion des marchés de prestations ou d'assistance au maître d'ouvrage, - versement de la rémunération des prestataires d'étude ou d'assistance au maître d'ouvrage,
3. Préparation du choix puis signature et gestion du contrat d'assurance de dommages,
4. Préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs,

5. Signature et gestion des marchés de travaux et fournitures, - versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs, - réception des travaux,
6. Gestion financière et comptable de l'opération,
7. Gestion administrative,
8. Actions en justice, et d'une manière générale, tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

ARTICLE 6 – FINANCEMENT PAR LE MANDANT

Le mandataire sera remboursé des dépenses qu'il aura engagées au titre de sa mission selon la condition suivante :

- La présente convention ouvre droit au versement d'un titre unique en fin de chantier.

Le mandataire fournira au mandant un décompte général faisant apparaître :

- a. Le montant cumulé des dépenses supportées par le mandataire,
- b. Le montant cumulé des versements effectués par le mandant.

La TVA et les autres taxes s'ajoutent au montant du versement unique, quand les conditions les rendant exigibles sont réunies.

Paiement

Le SIAHVY se libérera des sommes dues au titre de la présente convention après établissement du service fait valant réception des prestations, en faisant porter le montant au crédit du compte :

Insérer le RIB de la commune de Cernay-la-Ville

Présentation du titre de paiement

Le titre de paiement sera détaillé quant à la nature des prestations réalisées conformément à la présente convention. Il sera adressé à l'adresse suivante :

SIAHVY
12 avenue Salvador Allende
91165 SAULX-LES-CHARTREUX

Le mandatement de la totalité de l'opération interviendra au plus tard dans les deux mois suivant le quitus donné par le mandant au mandataire dans les conditions fixées à l'article 11.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE FINANCIER ET COMPTABLE

8.1. Le mandant et ses agents pourront demander à tout moment au mandataire la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

8.2. En fin de mission conformément à l'article 11, le mandataire établira et remettra au mandant un bilan général de l'opération qui comportera le détail de toutes les dépenses réalisées accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

Le bilan général deviendra définitif après accord du mandant et donnera lieu, si nécessaire, à régularisation du solde des comptes entre les parties dans le délai fixé à l'article 7.

ARTICLE 8 – CONTRÔLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Le mandant se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires. Le mandataire devra donc laisser libre accès au mandant et à ses agents à tous les dossiers concernant l'opération ainsi qu'au chantier. Toutefois, le mandant ne pourra faire ses observations qu'au mandataire et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

9.1. Règles de passation des contrats.

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu d'appliquer les règles applicables au maître d'ouvrage relevant de la réglementation des marchés publics.

9.2. Approbation des préconisations techniques affectées aux travaux.

En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1985, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du mandant sur les préconisations techniques affectées aux travaux, objets de la présente convention.

A cet effet, les documents techniques correspondants (fiches matériaux...) seront adressés au mandant par le mandataire.

Le mandant devra notifier sa décision au mandataire ou faire ses observations dans le délai de (8) jours suivant la réception des dossiers. A défaut, son accord sera réputé obtenu.

9.3. Accord sur la réception des ouvrages.

En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1985, le mandataire est tenu d'obtenir l'accord préalable du mandant avant de prendre la décision de réception de l'ouvrage. En conséquence, les réceptions d'ouvrages seront organisées par le mandataire selon les modalités suivantes.

Avant les opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (approuvé par arrêté du 30 mars 2021), le mandataire organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront le mandataire, le mandataire et le maître d'œuvre chargé du suivi du chantier. Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu qui reprendra les observations présentées par le mandant et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le mandataire s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception.

Le mandataire transmettra ses propositions au mandant en ce qui concerne la décision de réception. Le mandant fera connaître sa décision au mandataire dans les 10 jours suivant la réception des propositions du mandataire. Le défaut de décision du mandant dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions du mandataire.

Le mandataire établira ensuite la décision de réception (ou de refus) / procès-verbal de réception des travaux (avec ou sans réserve), et la notifiera au titulaire du marché de travaux. Une copie en sera notifiée au mandant.

La réception emporte transfert au mandataire de la garde des ouvrages. Le mandataire en sera libéré dans les conditions fixées à l'article 10.

ARTICLE 9 – MISE A DISPOSITION DU MANDANT

Les ouvrages sont mis à la disposition du mandant après réception des travaux notifiée à l'entreprise et à condition que le mandataire ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Si le mandant demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante.

La mise à disposition d'ouvrage transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant au mandant.

Entrent dans la mission du mandataire la levée des réserves de réception et, sous réserve des dispositions de l'article 15.2, la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles ; le mandant doit lui laisser toutes facilités pour assurer ces obligations. Toutefois, en cas de litige au titre des garanties biennale ou décennale, toute action contentieuse reste de la seule compétence du mandant.

Le mandataire ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage remis ou d'un défaut d'entretien.

Sauf dans le cas prévu au 3^{ème} alinéa ci-dessus, la mise à disposition intervient à la demande du mandataire. Dès lors qu'une demande a été présentée, le constat contradictoire doit intervenir dans le délai d'un mois maximum de la réception de la demande par le mandant.

La mise à disposition prend effet à la date du constat contradictoire.

ARTICLE 10 – ACHÈVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin par le quitus délivré par le mandant ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 14.

Le quitus est délivré à la demande du mandataire après exécution complète de ses missions et notamment :

- Remise des dossiers complets comportant tous les documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages,
- Réception des ouvrages et/ou levée des réserves de réception,
- Mise à disposition des ouvrages,
- Expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie,
- Etablissement du bilan général et définitif de l'opération et acceptation par le mandant.

Le mandant doit notifier sa décision au mandataire dans les 30 jours suivant la réception de la demande de quitus, à défaut le mandant est réputé avoir tacitement donné son quitus au mandataire.

ARTICLE 11 – REMUNERATION DU MANDATAIRE

La présente convention est consentie à titre gratuit par le mandataire.

ARTICLE 12 – MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention peut subir des modifications qui prennent la forme juridique d'un avenant et doivent être acceptées par l'ensemble des parties prenantes.

ARTICLE 13 – RESILIATION

Si le mandataire est défaillant, et après mise en demeure infructueuse, le mandant peut résilier la présente convention. En cas de résiliation, il est procédé à un constat contradictoire des prestations réalisées. Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précisera en outre les mesures conservatoires que le mandataire doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations. Dans ce cas, le procès-verbal indiquera le délai dans lequel le mandataire doit remettre l'ensemble des dossiers relatifs à l'exécution des marchés de travaux au mandant. La résiliation s'effectue de plein droit un mois après la date de notification de mise en demeure.

Dans le cas où le mandant ne respecte pas ses obligations, le mandataire, après mise en demeure restée infructueuse pendant un mois à compter de la date de notification, a droit à la résiliation de la présente convention. La résiliation s'effectue de plein droit.

ARTICLE 14 – DISPOSITIONS DIVERSES

15.1. Durée de la convention.

La présente convention prendra fin par la délivrance du quitus de toutes les actions au mandataire.

15.2. Litiges.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de l'exécution de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de VERSAILLES.

15.3. Date d'effet.

La présente convention prend effet à compter de la signature de toutes les parties prenantes de la présente convention.

ANNEXE N°1

Détail estimatif quantitatif

Fait à, le

Le Mandataire

Le Mandant